

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 2 mai 2022

Cohabiter avec le monde de Macron ?

Le temps des promesses électorales n'est pas tout à fait fini. L'élection de Macron conforte cette démocratie des riches, faite d'inégalités, de violences, d'abstention. Mais les législatives continuent d'alimenter de nombreuses discussions : l'Unité populaire peut-elle être un contrepoids face à la politique de Macron ? Plus largement, comment ferons-nous reculer l'agenda de régression sociale du président des riches ?

Macron 2 : une catastrophe annoncée

En cent jours, Macron veut marquer le coup en imposant entre autres la casse des retraites et le travail gratuit sans contrat pour les bénéficiaires du RSA.

Avec ou sans dialogue syndical d'ailleurs, avec ou sans l'accord de l'Assemblée nationale non plus comme l'a rappelé le ministre Bruno Le Maire.

Le bilan de ces champions est déjà sinistre. D'un côté, 160 milliards de profits des grands groupes du CAC 40 de la Bourse de Paris, les cinq premières fortunes possèdent autant que les 40 % les plus pauvres. De l'autre côté, des retraites de misère (en moyenne 1 341 euros net, et les femmes 21,7 % en dessous !), une explosion des morts au travail (8 000 à venir d'ici 2030, la France championne d'Europe !), des salaires bloqués, un travail précaire qui explose.

Comme si cela ne suffisait pas, l'inflation mange le peu qui reste. Avec le prix des carburants, l'électricité et le gaz devenus un luxe, les courses hors de prix... France info, le 29 avril, révélait que les pâtes d'entrée de gamme avaient augmenté de 70 % ! Les services sociaux sont débordés, les loyers impayés se multiplient.

Et pour ceux qui protestent : gaz lacrymogènes, matraque, flash-balls et à chaque fois des dizaines de blessés. Voilà le monde de Macron. Sans oublier le petit couplet raciste pour enrober le paquet.

Croire au contrepoids électoral, ou arrêter la politique des riches ?

Et voilà qu'on nous fait miroiter un espoir sur le seul terrain électoral. Une fois de plus. Avec la « Nouvelle Union Populaire écologique et sociale ». Certes, l'espoir est nécessaire, salutaire pour préparer l'avenir. À condition de ne pas se faire d'illusions. En effet, quand on nous dit bloquer le pire avec un brin de social, avec l'unité de la gauche, voilà qui sonne bien. Mais on connaît la chanson.

D'abord cette victoire électorale n'est pas acquise, mais admettons. Des mesures sociales peuvent-elles être votées à l'Assemblée nationale ? Certainement, mais à la marge. Un meilleur dialogue social avec les syndicats et un gouvernement de gauche seraient-ils une avancée ? Dans le cadre de la gestion du capitalisme ça ne sert qu'à faire avaler la pilule. Cette gauche essaie un peu vite de nous faire oublier qu'elle a été au pouvoir avec une politique similaire. À commencer par Mélenchon, au PS pendant des décennies et ministre sous Jospin.

Au-delà des mots, nous le savons toutes et tous, sans rapport de force favorable il est impossible de faire reculer les vrais décideurs. Lors du premier mandat Macron, ce sont le mouvement des Gilets jaunes et la crainte d'un mouvement d'ampleur contre les retraites qui l'ont fait reculer. Nous n'aurons que ce que nous prendrons par la lutte, loin des salons, des débats parlementaires, dont les minuscules et ridicules négociations entre partis de gauche nous donnent un avant-goût. Même donner la majorité à cette gauche, pour cohabiter au pouvoir avec Macron, ne nous épargnera pas « des kilomètres de manifestation », contrairement à ce qu'a avancé le leader de la France insoumise.

Préparer l'avenir

Les manifestations du 1^{er} mai ont été nombreuses sans être un débordement. Pourtant, sans nier les difficultés, des secteurs encore minoritaires luttent pour les salaires. Des secteurs de notre classe bien plus larges ont fait à juste titre de la bataille à venir des retraites une ligne rouge. C'est la voie pour faire reculer la misère et construire un autre monde. Ce sont là les premiers objectifs qu'il va falloir se donner et préparer par une lutte générale, massive, coordonnée visant à être majoritaire. Car faire reculer Macron et sa politique c'est bien plus que changer de premier ministre.

Ça ne peut déjà plus durer

PSA est incapable de s'approvisionner correctement en pièces, c'est sa responsabilité pas la nôtre. On n'a pas à subir ses choix, on ne veut pas non plus de ses samedis et dimanches obligatoires gratuits. Les jours chômés payés à 84 % se succèdent et rognent nos salaires. Tavares dit que la situation ne s'améliorera pas avant 2023. Pour nous les bas salaires ça ne peut pas durer.

Comme les cadres et certains sous-traitants, revendiquons d'être payés à 100 %. PSA avec ses 13,4 milliards de profits a les moyens de payer.

Un pas vers le déboutissage ?

La direction annonce la création d'une structure Emboutissage européenne sous le nom ridicule de « Business Unit » : le responsable de l'Emboutissage de Poissy y sera rattaché. Les 195 salariés concernés seront toujours rattachés à l'usine de Poissy, mais on se méfie de la direction : ça pourrait changer...

Simulateur de vol

Alors que le secteur Pack accumule les jours chômés, la direction veut une 3^e équipe à partir du 16 mai et réfléchit à une 4^e à partir du 1^{er} juin. On dirait que moins il y a de pièces et de semi-conducteurs, plus les dirigeants ont la tête dans les nuages et inventent des plannings virtuels... Mais bon, ces grands chefs s'ennuient, au moins ça les occupe un peu.

Le combat qu'il a commencé, on doit le continuer

Le 16 avril, à 90 ans, Henri Rolin est décédé. Militant syndical CGT et militant politique communiste, cet ouvrier ajusteur-outilleur de l'usine Simca Poissy (ancien nom du site de PSA Poissy) a joué un rôle essentiel avec ses camarades pour défendre les droits des salariés dans les années 50 et 60. Dans un climat de fortes pressions et de violences patronales, il a aidé les ouvriers à s'organiser avec succès contre les licenciements et pour améliorer salaires et conditions de travail. En 1977, il a raconté son histoire dans un livre : *Henri Rollin, militant chez Simca-Chrysler*.

Faurecia Siedoubs : c'est la grève qui a payé !

Le 19 avril dernier, 400 ouvriers des usines Faurecia Siedoubs de Montbéliard et Étupes se sont mis en grève. Les sites comptent 900 salariés, dont 450 intérimaires et produisent les sièges pour les usines de PSA Sochaux et Mulhouse. La direction proposait 2,5 % d'augmentation et 800 € de primes. La grève a paralysé la production (3 000 véhicules à la retouche) malgré la répression : 14 ouvriers assignés au tribunal par Faurecia, 61 convocations à des entretiens de licenciement. Soutenus par les ouvriers de PSA Sochaux, les ouvriers ont gagné : le 22 avril, la direction de Faurecia a lâché 3,5 % d'augmentation, 2 200 € de prime exceptionnelle, elle a annulé toutes les sanctions et payé les jours de grève.

La rentabilité capitaliste c'est l'exploitation

Stellantis a présenté « *Dare Forward 2030* », son premier plan stratégique à long terme. Carlos Tavares veut doubler le chiffre d'affaires pour atteindre 300 milliards d'euros à cette date. Il promet une marge de rentabilité à deux chiffres tout au long du plan. Elle était déjà de 11,8 % en 2021, contre 6,9 % en 2020...

Ça promet des bénéfices nets encore plus record (déjà augmentés de 179 % en 2021), mais surtout des coupes massives dans les effectifs du groupe où 2 600 départs de plus sont encore prévus d'ici à 2023.

Les Stéphane Plaza de l'automobile

Renault va vendre le terrain de 150 hectares de son Technocentre de Guyancourt dans les Yvelines (12 000 salariés) pour ensuite le relouer avec 25 % de surface en moins d'ici fin 2024. Renault se positionne ainsi pour fermer plus facilement le site à l'avenir.

Comme PSA (déménagement de PSA Vélizy à Poissy), Renault cherche à faire des opérations immobilières, qu'importe les conséquences pour les salariés.

Un mécano financier et antisocial

La direction de Renault a annoncé son intention de couper Renault en 2 entreprises distinctes : l'une pour la production des véhicules électriques, l'autre pour les véhicules thermiques. Le but officiel est d'attirer de nouveaux capitaux. Il est évident que l'objectif sera aussi de casser les statuts et les droits des salariés, et de faire disparaître des milliers d'emplois.

Les patrons cherchent à diviser le personnel, les salariés de Renault devront se préparer à se battre contre cette nouvelle vague d'attaque.

Sécurité : le patronat français est le pire d'Europe

Jeudi 28 avril c'était la Journée internationale de la sécurité et de la santé au travail. Selon la Confédération Européenne des Syndicats (CES), si la tendance des années 2010-2019 se maintient et que rien n'est fait, l'Union européenne aura plus de 27 000 décès d'ici à 2029 (dont 8 000 décès projetés en France contre 563 pour la Pologne). Pour la CES, les causes sont claires : « *l'irresponsabilité de certains employeurs, qui font des économies pour augmenter leurs bénéfices au détriment de la sécurité, et de politiciens qui [...] s'attaquent aux règles de bon sens en matière de sécurité et aux inspections du travail.* »

Elle ajoute que « *Le patronat français est le pire d'Europe* » : la France est le seul pays européen où la tendance reste à la hausse, avec 7 800 accidents mortels recensés sur la période 2010-2019.

Collecte aux drapeaux rouges ce mardi

Ce mardi 3 mai, nos diffuseurs seront aux portes de l'usine pour recueillir vos dons en soutien au bulletin *L'Étincelle* de PSA Poissy. Pour dénoncer les sales coups du patronat à PSA et ailleurs, n'hésitez pas à versez généreusement aux drapeaux rouges !